

## Édito

**N**OUS ANNONÇONS DANS l'éditorial du n° 20 la publication d'une plaquette sur le passage du

syndicalisme allemand au syndicalisme français en Alsace-Moselle : c'est un livre aujourd'hui !

Nous avons concentré nos efforts à retravailler les articles, rechercher d'autres auteurs, trouver des photos et bâtir un dossier pour obtenir une subvention de la Mission du Centenaire. La mise au point du manuscrit nous a pris beaucoup de temps et explique le retard pris dans la programmation de ce bulletin 21.

Vous recevrez tous, en temps voulu, une invitation à venir écouter, à Strasbourg, Mulhouse ou Metz, la présentation de l'ouvrage par ses auteurs. Ce sera un moment fort de 2017.

Une fois encore, les différentes étapes de la rédaction des contributions se sont déroulées dans une atmosphère de travail ouverte, attentive et amicale. C'est la force de notre association que de mettre à la même table des chercheurs qui, s'ils n'ont pas forcément les mêmes points de vue, se respectent et s'estiment. En tant que présidente, je me réjouis de cette façon de faire et espère qu'elle continuera à inspirer

les travaux à venir.

Léon Strauss, notre premier président et aujourd'hui président honoraire, a souhaité transmettre ses responsabilités de correspondant à Michel Roth. C'est pour moi l'occasion de rappeler que Léon fut à l'initiative de la création d'AlmémOS et qu'il reste son infatigable et ardent défenseur. Nous savons qu'il continuera à être présent pour soutenir notre activité. Le plus bel hommage que nous puissions lui rendre est de poursuivre nos travaux et amplifier notre audience. Les tâches ne manquent pas. Sitôt le livre mis sur le marché, nous nous attaquerons à un nouveau champ de recherche, la réception de la Révolution russe de 1917 en Alsace.

Notre silence face à nos adhérents n'était donc pas un signe de lassitude ou de défaillance. Nous vous devons des explications afin de continuer à solliciter votre soutien par vos cotisations. Je vous invite à renouveler votre cotisation 2017 et même à l'anticiper.

Retenez dès aujourd'hui la date de l'assemblée générale annuelle statutaire d'AlmémOS, le vendredi 3 février 2017, de 17h à 19h, à l'Institut des Hautes Etudes européennes, 10 rue Schiller à Strasbourg.

## Décembre 2016

### Sommaire

#### Édito

Par Françoise Olivier-Utard 1

#### Panorama

Histoire des 1<sup>er</sup> mai  
à Strasbourg,  
de 1890 à 1914 2-3

#### Notes de lecture

Destins de l'eugénisme 3-6  
Quand la gauche  
se réinventait 6-7  
Voyage en terres d'espoir 7

**L'Alsace et le Maitron** 8-10

#### Notices

Adam Alphonse 10  
Treger Frédéric 11

#### Agenda

Journée d'études 2017 12

#### Renseignements pratiques

Adresses 12  
Bulletin d'adhésion 12

### Histoire des 1<sup>er</sup> mai à Strasbourg, de 1890 à 1914

Les socialistes strasbourgeois sont très réactifs à l'appel de l'Internationale. Deux ans avant l'appel du SPD au congrès de Cologne, ils célèbrent le 1<sup>er</sup> mai en réclamant la journée de 8 heures. Dès 1890, ils demandent à organiser un meeting rue des Balyeurs (au TJP actuel) sur la journée des 8 heures. La police refuse.

#### 1891-1893 : surprendre la police

En 1890, la police surveille 18 sociaux-démocrates. L'administration allemande est cependant convaincue que le mouvement restera confiné à quelques dizaines de tailleurs et de cordonniers d'outre-Rhin. Pourtant la ville a élu Bebel à la députation! Mais c'est un vote purement protestataire, la police en est convaincue. Les socialistes, pour se faire connaître, proposent aux Strasbourgeois une promenade de dimanche du genre de celles qu'on pratique dans toutes les villes, jusqu'aux plus petites : non pas une marche du Club vosgien, en pantalon de velours et souliers ferrés, mais une promenade petite-bourgeoise, où l'on met ses plus beaux habits, qui mène jusqu'à un bistrot champêtre au Fuchs-am-Buckel, à la Ganzau, à Kehl, au terminus du tram.

En 1891, une longue marche est organisée, par Eckbolsheim, Bischheim, Schiltigheim, sous la direction de Brustewitz ; à l'arrière-salle du Bavariakeller à Schiltigheim, les organisateurs font jouer un chant socialiste, le « Freier Menschen Festlied » par la musique militaire qui a été officiellement commandée et se trouve sur place. On présente des sketches antireligieux et des textes de chants imprimés sont distribués. Une mère bien mise hisse sur la table sa fille de six ans, qui récite : « Chers parents, chers participants, nous devons tous faire en sorte que nos parents n'aient plus besoin de travailler que huit heures. [...] Vive le prolétariat international. » La police, prise au dépourvu, n'a pas le temps d'intervenir. En 1892, par un appel du camarade Geck paru dans les *Offenburger Nachrichten*, le rendez-vous est fixé Porte de l'Hôpital, mais la destination restée secrète. Tout le monde porte un insigne, un foulard rouge. On aurait voulu aller au Hemmerles Garten, route de Colmar, mais, à cause du mauvais temps, on se retrouve à l'abri, dans l'arrière-salle du

restaurant de l'Abattoir (à l'emplacement actuel du Musée d'art moderne) à interpréter des chants imprimés sur du papier rouge. Le commissaire dépêché sur les lieux interdit les discours festifs. La fille du tailleur Schiele, un des premiers socialistes alsaciens, interprète un poème en l'honneur du 1<sup>er</sup> mai. À 8 heures du soir, on se rend en troupes assez neutres au Vogelsang, au Raben et au café Kröly de la rue de l'Hôpital. On chante encore des chants SPD tirés du Max Kegels SPD Liederbuch.

En 1893, la discussion est vive, entre les dirigeants locaux des syndicats, Schott et Boehle, pour savoir si l'on va « fêter ». Rendez-vous est donné pour 14 heures au Chant des Oiseaux. Quelques entreprises ont fermé leurs portes, et, par exemple, la *Freie Presse* socialiste ne paraît pas. Mais dès cinq heures du matin les ouvriers municipaux découvrent un drapeau rouge dans un arbre de la rue Artilleriewallstrasse, près de la Porte de l'Hôpital. Ils le jettent à bas. À l'heure prévue, 50 à 60 personnes forment un défilé bon enfant, entre les bistrots Weber (116 Grand-Rue), la Taverne alsacienne (Vieux Marché aux Poissons) et le Chant des Oiseaux (6 quai Koch). Des sentinelles postées rue des Grandes Arcades doivent signaler l'éventuelle arrivée de la police. Pendant le spectacle dans ce dernier lieu, autorisé, auquel assistent 180 personnes, on vend des feuilles satiriques comme le *Wahre Jakob/Le Pauvre Jacques*. On note, ce soir-là, le premier discours festif, prononcé par un permanent syndical, Richard Volderauer, venu de Karlsruhe. La fête va connaître pour la première fois, un rebondissement : le dimanche suivant, une réunion avec beaucoup plus de participants, a lieu en plein air à Kehl. À onze heures, les débits de rendez-vous se sont vidés de leurs ouvriers, qui ont afflué vers Kehl.

#### 1895-1903 : des fêtes encadrées

La direction du SPD s'entend avec la municipalité de Strasbourg pour organiser désormais une fête le premier dimanche de mai dans une grande salle appartenant à la ville. Ce sera tantôt dans l'une des halles du marché (à l'ancienne gare), tantôt à l'Ancienne Douane et, exceptionnellement en 1901, au terrain de manœuvre des pompiers, place de Haguenau. Le parti pense y trouver son compte : il offre par ce moyen à la jeunesse –1500 personnes – de la

danse, des chants, des concerts de morceaux de musique interprétés par une ou deux fanfares « rouges », des spectacles de gymnastique. On trouve de la bière bon marché, le débit se faisant « auf eigener Regie », c'est-à-dire que les gains sont pour le parti, sans régie à un quelconque débitant privé. Et comme dans toutes les fêtes associatives, on réunit des gens qui n'étaient pas destinés à se rencontrer : Alsaciens et non Alsaciens, épouses et enfants. Le port de l'insigne et l'interprétation de chants communs rassemblent tous les participants.

La police y trouve son compte elle aussi : elle a négocié avec Boehle le choix de l'orateur (le pharmacien Lutz de Baden-Baden, grand tribun, est régulièrement écarté), les chants et les morceaux de musique, l'absence de grands drapeaux, l'interdiction de vendre des brochures en-dehors de la salle. Surtout, la fête est circonscrite dans un espace clos, couvert, conformément à la loi française de 1868 sur les associations : le brouhaha dans la salle est tel que les propos de l'orateur ne peuvent être saisis par la plupart des participants.

#### À partir de 1904 : fêter dans ses propres locaux mais aussi promener un drapeau rouge dans la forêt

Le 1<sup>er</sup> mai 1904, qui a lieu un dimanche, est l'occasion d'inaugurer le débit de boisson du parti, le Volksgarten, quai Koch, dans l'avant-dernière maison avant le pont qui mène à l'angle du parc du Contades. Le lieu, qui appartient à la Brasserie du Pêcheur, est tenu par un fabricant de cercueils, président de la corporation des menuisiers, futur conseiller municipal. D'après les plans disponibles dans les annuaires, on est encore ici en pleine cambrousse, il n'y a aucun des imposables immeubles actuels. Boehle se félicite de pouvoir enfin s'exprimer dans un espace où il est tout à fait libre de ses propos. Le bal dure jusqu'à deux, voire quatre heures du matin.

Pourtant, on ne renonce pas à la sortie en forêt. La police fait son rapport : « Ils se dirigèrent par groupes, cet après-midi, vers la forêt de Neuhof où se rassemblèrent peu à peu plus de 1000 personnes. Vers quatre heures on annonça que les sociaux-démocrates approchaient en cortège constitué avec un drapeau rouge. De notre côté on leur signifia qu'il fallait enlever le drapeau rouge

et que les cortèges n'étaient pas autorisés. Un commissaire de police, sur ordre, avec un détachement, confisqua le drapeau rouge et ordonna aux assistants de ne pas marcher en cortège constitué.» Le soir, fête au Volksgarten.

Le lundi 1<sup>er</sup> mai 1905 est certainement la fête la plus riche en événements de toute la période. Mille personnes, dont 100 Italiens et beaucoup de femmes, se rendent en tram à la forêt d'Illkirch. Les promeneurs se sont retrouvés devant la Ville de Metz (36 rue de la Krutenau), place d'Austerlitz, ou devant certains débits de Neudorf. En petits groupes, ils prennent le tram ou vont à pied, pour rejoindre la forêt. Le cortège se forme, qui se met en route « avec de la musique et un grand drapeau en tête, en direction de la Ganzau. De nombreux cyclistes ouvriers croisent dans la forêt, pour repérer l'endroit où se trouve la police, de manière à pouvoir défiler avec le drapeau rouge et faire une entrée dans le Neuhof. » Une patrouille de police finit par arriver. Quand elle essaie de s'emparer du drapeau, elle est accueillie par des cris et est repoussée de côté par la masse du cortège. Celle-ci se rend à la Vignette, à la Ganzau, et y demeure longtemps à faire de la musique et à chanter. La vue du drapeau que des ouvriers essaient de planter à la cime d'un arbre sans y arriver fait fuser les rires. Les chefs du parti, dispersés dans la foule, ne peuvent être contactés par la police. Après une longue station au bistrot du Rebstock à la Ganzau, on traverse le lieu-dit Oberjägerhof pour rejoindre la route du Neuhof, drapeau et musique en tête. Les chefs se retirent, à l'exception de Boehle et de Peirottes. Les patrouilles de police, qui se sont contentées de suivre le cortège, demandent du renfort en utilisant le téléphone du moulin de la Ganzau. Le commissaire rassemble les patrouilles dispersées, la foule devient de plus en plus excitée ; Boehle fait retirer le drap du drapeau de la hampe avant même la maison forestière de Breitlach. Le drapeau passe de main en main, jusqu'à la fin du cortège, où un jeune homme, Bernard Nenning le cache sous son habit. Se voyant observé par l'agent de police Reinfelder, il s'écarte du groupe, entre dans le restaurant à l'Aigle où Reinfelder lui confisque le drapeau et quitte le restaurant. La masse afflue, arrive devant le corps de police. Il n'y a aucun heurt. La foule se dis-

perse entre les bistrots du Neuhof, et le retour se fait en petits groupes après 7 heures et demie. Tout est calme dans la ville. Le drapeau saisi a 2,5 m de long sur 2 de large ; l'étoffe est neuve, en coton rouge avec des franges dorées, et porte l'inscription *Hoch dem 1. Mai/ Vive le 1<sup>er</sup> mai*. En fait, c'est un couvre-lit, « Bettüberzug ». Plainte est déposée contre cinq participants, pour rébellion et menaces contre la police. Mais il y aura relaxe faute de preuves suffisantes contre les accusés : les procès-verbaux et les témoignages oraux des policiers ne concordent pas ; les policiers, bien qu'entourés par des centaines d'hommes, n'ont pas été agressés physiquement, ils n'ont pas été capables de désigner nommément les porteurs du drapeau, sauf le dernier, qui le tenait caché sous son habit, geste qu'on ne peut désigner par le terme de « porter » dans le sens de l'article 6 du décret (français) du 11 août 1848. Le tribunal rappelle toutefois que le drapeau rouge demeure un insigne séditieux prohibé dans les manifestations. La relique, rendue par la police à ses propriétaires, aurait servi ensuite à couvrir le pupitre de Bebel, à l'Ancienne Gare, le 27 août 1905.

À partir de 1911, les effectifs fondent ; ce ne sont plus 1500 ou 1000 personnes, mais 170 qui se déplacent. Mais dans le même temps, on fête le 1<sup>er</sup> mai dans des petites villes de plus en plus nombreuses : à Bischwiller depuis 1899, à Sélestat où le cortège se forme à la gare, et à Schiltigheim, où chaque association se réunit dans un bistrot avant de rejoindre le cortège commun et où existe désormais, expérience originale, une troupe théâtrale, la *Freie Bühne*/Scène libre.

Jean-Pierre Hirsch

Paul-André Rosental : *Destins de l'eugénisme*. Paris, Seuil (coll. La librairie du XXI<sup>e</sup> siècle), 2016.

Ilôt préservé entre les constructions imposantes du quartier européen et du quartier d'affaires, en face des halls d'exposition du Wacken et au voisinage du très chic quartier Tivoli, la cité-jardin Ungemach fait figure jusqu'à nos jours d'« Eden urbain ». Longé par des axes de circulation rapide et accessible par le tram, l'endroit est familier de longue date aux Strasbourgeois lorsqu'ils se rendent au Wacken pour la foire exposition au mois de septembre ou la fête foraine en juin, pour les terrains de sport et de tennis, ou pour profiter des espaces verts et des pistes cyclables le long de l'Aar et de l'Ill. Quant aux touristes, ils aperçoivent la cité-jardin quand ils visitent les institutions européennes. Cet ensemble de maisons, dont le côté idyllique contraste avec le gigantisme architectural de son environnement, suscite la curiosité par plusieurs aspects. Construites entre 1923 et 1928 sur 12 hectares mis à disposition par la Ville, 138 maisons individuelles de 95 à 115 m<sup>2</sup>, de style « rhénan », entourées chacune d'un terrain de 4 à 6 ares, sont disposées en 12 îlots. Dans un environnement bucolique délimité par deux cours d'eau, l'Ill et l'Aar, elles sont caractérisées par le principe de symétrie et l'uniformité des façades. « Les pavillons, couleur terre cuite, avec leur grand toit, l'escalier extérieur leur donnant accès et leurs contrevents blancs, ressemblent aux maisons des petites villes alsaciennes de 1830 », selon une description de 1940<sup>1</sup>. Pourvus d'eau courante, de gaz et d'électricité, d'une buanderie faisant office de salle de bains, de WC et de poêles, les logements, habités à partir de 1925, étaient confortables. Le quartier, construit sur d'anciens terrains militaires déclassés cédés à la Ville, était à l'époque relativement excentré. Un service de consultation de nourrissons, une école maternelle, un terrain de sport, devaient par la suite compenser la difficulté d'accéder à des équipements collectifs. À la fin des années 1920, la cité-jardin compte 132 ménages et 592 habitants.<sup>2</sup>

<sup>1</sup> Dr. Germaine Kuhry-Bostetter, *La lutte contre les taudis à Strasbourg*. Paris, Vigot Frères, 1940, cité par Rosental, p. 36, note 2.

<sup>2</sup> Rosental, p. 66.

Si elle relève du principe des cités-jardins dans la lignée d'Ebenezer Howard et présente des similitudes évidentes avec les autres cités-jardins de Strasbourg (celle du Stockfeld construite avant la première guerre mondiale, la cité Alexandre Ribot construite entre 1930 et 1932 dans la banlieue sud, la cité-jardin de la Robertsau, dite « des Chasseurs », commencée en 1934<sup>3</sup>), son histoire est particulière. Alors que les autres cités-jardins sont le produit de la politique du logement et d'urbanisme de la Ville de Strasbourg, la cité Ungemach en revanche, si elle relève depuis 1950 de l'administration municipale et implique dès son origine le soutien de la ville, est due à une initiative privée, comme en témoigne la stèle érigée à la mémoire de son fondateur, l'industriel en alimentation Léon Ungemach (1844-1928). Elle porte l'inscription suivante : « La Fondation des jardins Ungemach est destinée à aider de jeunes ménages en bonne santé désireux d'avoir des enfants et de les élever dans de bonnes conditions d'hygiène et de moralité. Léon Ungemach ». Alors que pour le sociologue et urbaniste Stéphane Jonas, spécialiste en particulier des cités-jardins, il s'agit d'une « cité-jardin patronale d'origine nataliste », dont il souligne les « forts accents de paternalisme philanthropique et d'hygiénisme social et moral »,<sup>4</sup> l'étude de Paul-André Rosental, professeur d'histoire contemporaine à Sciences Po et spécialiste de l'histoire des populations, montre la cité comme le lieu d'une expérimentation, certes hygiéniste et nataliste, mais relevant d'un projet eugéniste, et qui – contrairement à ce qu'on suppose de la pensée politique pour les décennies qui suivent la deuxième guerre mondiale – put être poursuivie à Strasbourg bien avant dans le XX<sup>e</sup> siècle. Une affiche trouvée dans les archives de l'INED, où elle avait été classée dans les années 1950, présentant la cité-jardin comme une « œuvre à visées eugénésiques », fut le

3 Jean-Claude Richez, Léon Strauss, François Igersheim, Stéphane Jonas (dir.) : *Jacques Peirotes (1869-1935) et le socialisme en Alsace*. Strasbourg, bf éditions, 1989, p. 126 sq.

4 Pour les informations de ce passage, cf. Stéphane Jonas, « Les jardins Ungemach : une cité-jardin patronale d'origine nataliste », in *L'urbanisme à Strasbourg au XX<sup>e</sup> siècle. Actes des conférences organisées dans le cadre des 100 ans de la cité-jardin du Stockfeld*, p. 50 sq, publié par la Ville de Strasbourg, document pdf consultable en ligne.

déclencheur de l'enquête. Destinée à l'exposition d'hygiène de Strasbourg en 1935, cette affiche énumérait les principaux résultats obtenus : « une natalité bien supérieure à la natalité française », des « enfants d'une taille et d'un poids supérieurs à la moyenne », un « état de santé supérieur à celui de la moyenne », enfin un « niveau d'ordre et de propreté supérieur au milieu habituel ». La philosophie de l'ensemble était explicitement formulée : « En aidant les familles intéressantes à se développer plus rapidement que les autres, les Jardins Ungemach augmentent dans la société de demain le nombre des éléments précieux et contribuent par là à guider l'évolution humaine vers une évolution plus rapide »<sup>5</sup>. En 1951, l'INED, dirigé alors par Alfred Sauvy, suivait avec « le plus vif intérêt les résultats de cette intéressante réalisation à intentions eugéniques », qui avait déjà fait l'objet d'une attention suivie dans l'entre-deux-guerres. A partir du « cas » de la cité Ungemach, dont il fait l'histoire en lien étroit avec celle du concepteur du projet, Alfred Dachert, Rosental s'interroge dans cet ouvrage fondé sur des sources extrêmement variées sur l'eugénisme français du XX<sup>e</sup> siècle. Le dernier quart du livre est consacré à la question de la pérennité, sinon des principes, du moins des pratiques du système Ungemach, qui perdure jusqu'aux années 1980, parce que les « cultures scientifiques eugénistes » en assuraient la légitimité. Autour de la notion de sélection, la politique sociale de la Ville de Strasbourg depuis l'entre-deux-guerres jusqu'aux années 1980 est mise en perspective avec l'idéologie qui anime les penseurs et acteurs de la modernité en France.

Le rôle éminent d'un cadre de l'entreprise Ungemach, Alfred Dachert, comme concepteur et gestionnaire de la cité-jardin, est mis en exergue à partir de l'analyse de sources privées et des œuvres d'Abel Ruffenach (pseudonyme d'Alfred Dachert dans son activité d'écrivain), en partie déposées à la BNUS et à la Bibliothèque municipale de Strasbourg. « Les Jardins Ungemach sont une idiosyncrasie liée au parcours d'Alfred Dachert et à la manière dont, aidé de ses soutiens, il a su tirer parti d'un contexte local pour leur faire traverser la plus grande partie du XX<sup>e</sup> siècle ».

5 Affiche reproduite in Rosental, op. cit., p. 13.

Une des questions étudiées par l'auteur concerne la continuité entre un projet individuel eugéniste, dont on voit sur l'affiche citée ci-dessous qu'il hiérarchise les personnes, et la politique municipale de Strasbourg, inscrite « dans une démocratie politique fondée sur un principe d'égalité ».

Mais l'enquête dépasse le cas de Dachert et de la cité-jardin, pour étudier « comment s'est effectuée la recomposition de l'eugénisme après la Deuxième Guerre mondiale ; comment a-t-elle contribué à la redéfinition des savoirs mobilisés dans l'essor des politiques publiques et notamment des politiques sociales ? »<sup>6</sup>.

Construit en 4 parties, dont la dernière traite des cultures scientifiques eugénistes, le livre de Paul-André Rosental propose une histoire à trames multiples, entraînant le lecteur<sup>7</sup> jusque dans l'œuvre littéraire de Dachert.

L'histoire de la cité-jardin commence par la création de la Fondation « Les Jardins Ungemach » en 1920, autorisée par arrêté du Commissaire général de la République Millerand<sup>8</sup>. Les fonds, issus d'une spéculation sur le sucre qui avait fait faire des profits importants à Ungemach<sup>9</sup>, sont « blanchis » en étant mis au service d'une œuvre à laquelle sont associés dès l'origine les pouvoirs publics. La Fondation évite à Léon Ungemach d'être taxé de profiteuse de guerre et permet à Dachert de réaliser un plan de politique du logement, élaboré à partir de convictions mûries peu à peu, qu'il résume lui-même sous le terme d'eugénistes. Cet homme d'affaires doué – le capital mis à la disposition de la Fondation, gagné grâce à sa spéculation pendant la guerre, représente environ dix fois la prime d'un Nobel – qui se conçoit comme un savant, visite et étudie les cités-jardins en Europe et s'inspire de théories scientifiques, politiques et esthétiques pour concevoir un projet au croisement entre « les problèmes et rapports de l'habitat et de la sélection humaine »<sup>10</sup>. Cette formulation est

6 Ibid., p. 331.

7 Un regret de lecteur : l'absence d'index !

8 Ibid., p. 101.

9 Selon les explication de Jonas, in Actes, op. cit., p. 50, Dachert avait transféré frauduleusement des fonds aux USA pendant la guerre pour échapper à la dépréciation du mark ; Rosental, p. 98 sq., donne plus de détails à ce sujet ; il mentionne la somme de 2418266 marks, cf. p. 103, note 2.

10 Rosental, op. cit., p. 120.

utilisée dans un discours public, en 1947, lors de la remise de la Légion d'honneur à Dachert, par Suzanne Herrenschmidt, fille de Léon Ungemach et épouse du président de la Chambre de Commerce de Strasbourg, Fernand Herrenschmidt, témoignant ainsi à la fois d'une des caractéristiques principales de l'opération et de sa « recevabilité » dans l'opinion. La Ville de Strasbourg, en la personne du maire Jacques Peirotes, est associée à la Fondation. Selon les dispositions du contrat entre la Ville et la Fondation, la première « fournit le terrain et prend en charge l'aménagement des rues, en contrepartie de quoi la fondation Ungemach s'engage à maintenir ses loyers préférentiels et à transférer à la ville la propriété du lotissement au 1<sup>er</sup> janvier 1950 »<sup>11</sup>. Stéphane Jonas souligne que l'Acte de fondation était « tout à fait conforme aux lois françaises et au droit local maintenu », ce qui selon lui écarterait l'hypothèse « d'une fondation eugénique du type du Mitteleuropa germanique de 1900 »<sup>12</sup>. Sur la dimension eugénique, le travail de Rosental apporte un éclairage différent, en démontrant qu'elle s'inscrit dans une constellation idéologique occidentale, moderne, qui court tout au long du XX<sup>e</sup> siècle. Tout en reconnaissant la difficulté de « circonscrire les frontières de l'eugénisme », il en donne la définition mise en œuvre dans son enquête: « Au-delà de la grande labilité de la notion selon les situations historiques, on peut poser qu'avant même d'être une théorie biologique, l'eugénisme constitue une théorie sociale, voire, on le verra, une théorie morale, reposant sur un triple axiome: 1) il existe une différence de qualité entre les êtres humains; 2) cette différence est mesurable par les savants et les experts qui s'en réclament; 3) elle est susceptible de modifications à l'échelle des populations. »

Sur cette base, la cité-jardin se présente comme un « laboratoire humain » – une formule qui rappelle celle de Paul Claudel, visitant la cité-jardin de Hellerau à proximité de Dresde: « laboratoire d'une humanité nouvelle »<sup>13</sup>. Ce qui différencie fondamentalement le « labora-

toire » d'une réalisation simplement nataliste, c'est la dimension de l'expérimentation, dont le moment essentiel est la sélection. La sélection au service d'une ambition: améliorer l'espèce humaine. Tel était le projet de Dachert pour la cité Ungemach. L'étrange pour le lecteur de 2016 est qu'une fois l'administration de la cité-jardin cédée à la gestion municipale strasbourgeoise en 1950, la politique de sélection conçue par Dachert fut maintenue par la Ville<sup>14</sup>.

Les procédures de sélection sont au cœur du dispositif<sup>15</sup>. Le tri et le classement des candidats au logement à la cité Ungemach permettent, dans la vision de Dachert, telle qu'il la présente en 1939, de « faire dominer les éléments précieux dans la génération de demain et leur faire prendre le pas sur des éléments de moindre valeur »<sup>16</sup>. Car, selon le concepteur de la sélection, la principale originalité de l'œuvre des Jardins Ungemach réside dans la manière dont elle choisit ses locataires. « Ce n'est ni la pitié, ni l'intérêt locatif qui la guide. Elle les choisit exclusivement en vue de la valeur et du nombre possible de leurs descendants ». L'outil de base de la sélection est un questionnaire sur les candidats, soumis à une évaluation selon des indicateurs standardisés. Aux 13 questions posées au chef de famille correspond une grille d'évaluation chiffrée, remplie par l'évaluateur. Les premières questions, banales, portent sur l'âge des époux, la date du mariage, les revenus du ménage, les dates de naissance des enfants. Viennent ensuite des questions moins évidentes, portant sur les frères et sœurs « en vie » des époux, sur l'intention de prendre une servante, ou d'héberger d'autres personnes<sup>17</sup>. Pour finir, on demande l'adresse de personnes susceptibles de donner des renseignements sur le jeune ménage, et celle de garants

<sup>14</sup> Rosental, op. cit., p. 210. Jonas signale également, p. 62, que « En ce qui concerne les critères d'attribution pour les nouveaux venus, un document daté de février 1997 témoignerait du fait que les critères natalistes d'origine, tels que l'âge des époux, le nombre d'enfants et la mère au foyer, ont encore été maintenus, mais « appliqués avec souplesse ». Mais le gestionnaire actuel, Habitation Moderne, lui affirme « abandonner définitivement les critères natalistes ».

<sup>15</sup> Rosental, op. cit., p. 51 sq.

<sup>16</sup> Rosental, op. cit., p. 52. Citation d'une lettre de Dachert, AMS Div I 375.

<sup>17</sup> Ibid., p. 54-55.

pour le premier loyer. La grille d'évaluation prévoit la déduction d'un point par année au-dessus de 30 ans pour le mari, au-dessus de 25 ans pour la femme, de 50 points quand l'épouse exerce une profession, de 2 points par année de mariage au-delà de la 4<sup>e</sup>. Pour les enfants, sont accordés 20 points, divisés par les années de mariage. À ces mesures, qui favorisent les jeunes ménages, la mère au foyer et des naissances rapprochées, s'ajoute le critère du revenu: une pénalité est prévue pour les salaires dépassant un plafond de 15000 F de revenu et 3000 F de rente. La question de la « servante » est liée à la présence de la mère au foyer, mais elle implique également qu'aucun membre de la famille, handicapé ou malade, ne nécessite de soins. De même, l'hébergement de la parentèle, quelles qu'en soient les raisons (maladie, chômage...), est exclue. La réponse positive à ces items entraîne en effet une déduction de 50 points, qui annule toute chance d'être sélectionné. Ces critères, sans doute trop restrictifs, seront assouplis par la suite<sup>18</sup>. Enfin, une visite au domicile des requérants, et l'enquête auprès de tiers s'aligne sur les « rapports de moralité » habituels dans le logement social. Ce qui fait la dimension proprement « eugénique » de ces critères, ce n'est pas l'insistance sur le nombre d'enfants ni sur la présence de la mère au foyer, qui sont des principes assez largement partagés par les réformateurs sociaux de l'entre-deux-guerres. On pourrait trouver les mêmes dans un projet de l'Action catholique, par exemple. La question qui renvoie à la notion de « valeur » des personnes, c'est celle qui porte sur les frères et sœurs en vie. Rosental y voit « le postulat d'une hérédité conjointe de la fécondité et de l'espérance de vie », qui permet d'espérer des « naissances utiles », « c'est-à-dire celles des individus qui survivent suffisamment longtemps pour atteindre l'âge de la reproduction »<sup>19</sup>.

Ce qui ne serait que le témoignage d'une époque prend une autre dimension du fait qu'en 1980, le questionnaire est identique, si ce n'est qu'une 14<sup>e</sup> question demande au candidat s'il s'engage à se soumettre aux règles particulières de la Fondation Unge-

<sup>18</sup> Ibid., p. 57: une employée de maison sera tolérée pour les familles de quatre enfants et plus, ainsi que l'accueil de grands-parents dépendants.

<sup>19</sup> Ibid., p. 57.

<sup>11</sup> Ibid., p. 40.

<sup>12</sup> Cf. Jonas, op. cit., p. 51.

<sup>13</sup> Cité in *Handbuch der deutschen Reformbewegungen 1880-1933*.

Diethart Kerbs / Jürgen Reulecke (dir.). Wuppertal, Peter Hammer Verlag, 1998, p. 296.

mach, que nous évoquons plus loin. On sait qu'après 1918, « Sous la direction de Jacques Peirotes, Strasbourg prend un autre visage : l'urbanisme se met au service des classes populaires »<sup>20</sup>. Peut-on considérer la cité Ungemach, avec ses maisons relativement spacieuses et bien équipées, dont les loyers sont en conséquence relativement élevés<sup>21</sup>, comme habitat social, voire populaire, dans le cadre de la politique du logement de l'après-guerre ?

Les critères de sélection répondent plus à des principes natalistes qu'à des principes sociaux, si bien que les cadres et employés, agents de services publics et fonctionnaires dominant, dont les revenus permettent aux mères de famille de rester au foyer, et non les familles démunies. Jonas signale trois ouvriers et six artisans et petits commerçants jusqu'à la deuxième guerre mondiale<sup>22</sup>. Il ne s'agit donc pas d'habitat « populaire ». Si l'on peut considérer avec Jonas qu'il s'agit bien de logement social, « puisqu'un logement social ne doit pas être réduit aux besoins uniques des couches sociales les plus nécessiteuses », il est évident que ce n'est « pas une initiative de logement social comme les autres, même si elle se réclame régulièrement de cette étiquette pour assurer sa pérennité », comme l'affirme Rosental<sup>23</sup>. Un des traits qui caractérisent l'expérimentation du « laboratoire humain » est le contrôle, la réglementation étroite qui surveille et oriente la vie des résidents, au point que Rosental peut suggérer la notion de « cobayes ». Jonas pour sa part résume cette pratique de contrôle ainsi : « Toute la vie quotidienne de la cité-jardin Ungemach était programmée et réglementée. »<sup>24</sup> Les exemples de cette réglementation, établie par Dachert, vont de l'hébergement d'un parent ou ami, soumis à autorisation même pour un court séjour, jusqu'à l'interdiction de posséder des animaux

domestiques ou d'élevage ; il était interdit de sécher le linge à l'extérieur, la végétation devait être choisie à partir d'une liste fournie. Pour éviter aux mères de famille la fatigue et la perte de temps des courses – et les empêcher de rencontrer d'autres femmes à cette occasion ! –, le ravitaillement est assuré par une camionnette de livraison. Ni la vie en commun ni la solidarité entre résidents n'est souhaitée : l'absence d'équipements collectifs (terrains de sport, terrains de jeux, qui ne seront aménagés que plus tard) favorise « une vie résidentielle centrée sur les foyers ».

Le plan de Dachert était de « façonner » l'existence des locataires « en prenant appui sur l'avantage « social » qui leur est accordé pour peser sur leurs comportements sociodémographiques »<sup>25</sup>. L'intrusion de Dachert dans la vie des locataires était permanente : « Il surveillait tout », se souvient un résident né en 1928<sup>26</sup>, et il exerçait une pression permanente sur les couples pour qu'ils procréent, sans quoi ils étaient priés de déménager. Mais au-delà de cet objectif nataliste, il s'agissait de « façonner » leur manière de vivre, et d'éviter que ne s'organise une quelconque communauté de résidents.

Autour du schéma nataliste résumé par la formule « être bien logé pour fabriquer des milliers de beaux bébés »<sup>27</sup>, l'ouvrage de Paul-André Rosental associe une histoire particulière et l'histoire de l'eugénisme français, dont nous avons évoqué ici le volet de l'entre-deux-guerres. La gestion municipale de la cité-jardin, sous la tutelle de l'adjoint en charge de l'immobilier Robert Bailliard, est un autre chapitre passionnant.

À suivre...

Monique Mombert

Bernard Ravenel, *Quand la gauche se réinventait. Le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*. La Découverte, 2016.

Un double constat s'impose d'emblée : histoire exceptionnellement brève d'un parti qui, par ailleurs, a laissé des traces non négligeables et qui restent, pour beaucoup, d'actualité. Bernard Ravenel, ancien professeur d'histoire en classe préparatoire à Sciences Po, Paris, en est à la fois l'auteur et un témoin, acteur privilégié tout au long de ces trente années. Cette histoire a plus d'une fois croisé la route du Maïtron, en particulier lors de deux importantes journées d'étude en 2010 et en 2015. De même, elle a été présente à plusieurs colloques ou journées d'étude organisés par Almémos.

Une préhistoire complexe, faite de rencontres successives d'organisations politiques a fait naître le Parti Socialiste Unifié en 1960, cimenté par sa position contre la guerre d'Algérie. Se tenant à distance et de la SFIO et du PCF, il s'affirme comme un parti de la gauche socialiste permettant la rencontre et l'amalgame de syndicalistes, de scissionnistes de la SFIO, de militants issus de mouvements divers, ou de chrétiens de gauche... Dès les années de la guerre d'Algérie des divergences apparaissent concernant les limites de l'engagement,

- quel soutien apporter au mouvement démocratique de l'Algérie en voie d'indépendance ?

- quelle attitude adopter en face du réseau Janson et des porteurs de valises ? Les questions se posent aussi en Alsace.

La difficile reconversion du PSU dès la fin de la guerre d'Algérie l'a fait opter pour la voie vers une « société socialiste ». Ce parcours, sans cesse défini et enrichi, (y compris, par l'engorgement des « tendances » plus ou moins nombreuses et toujours présentes au moment des congrès), est aussi marqué par une question qui ne cessera de hanter le parti : quelle unité de la gauche et/ou quelle forme d'autonomie privilégier ?

Se présentant comme une alternative au gaullisme, le PSU s'appuie

- sur les partenariats possibles (celui, essentiel de la CFDT dès les premières années de la déconfessionnalisation),

- sur les propositions de candidats à la présidence de la République (il se résigne au soutien à F. Mitterrand en 1965, après avoir suc-

<sup>20</sup> Jean-Claude Richez, Léon Strauss, François Igersheim, Stéphane Jonas, op. cit., p. 117.

<sup>21</sup> Les loyers initiaux sont compris entre 2760 et 3200 F annuels, quand le salaire moyen mensuel en France est de 2135 F. cf. Rosental, op. cit., p. 40.

<sup>22</sup> Cf. les informations détaillées que donne Jonas, op. cit., p. 60, à partir d'une enquête sur la composition socioprofessionnelle des chefs de ménage en 1926, 1927, 1928, 1929, 1939, 1948 et 1953, enfin 1968 et 1979.

<sup>23</sup> Rosental, op. cit., p. 51.

<sup>24</sup> Jonas, op. cit., p. 60.

<sup>25</sup> Rosental, op. cit., p. 111.

<sup>26</sup> Ibid., p. 243.

<sup>27</sup> Danièle Voldmann, Métropolitiques. <https://www.metropolitiques.eu/Etre-bien-loge-pour-fabriquer-des.html>

cessivement espéré investir Gaston Defferre, Pierre Mendès-France et Daniel Mayer),

- sur la lutte contre l'impérialisme américain (les campagnes unitaires des « 6 heures pour le Viet Nam » et ultérieurement du « Bateau pour le Viet Nam »),

- sur le soutien à la cause palestinienne et, plus généralement, sur une esquisse d'une politique méditerranéenne,

- sur un programme socialiste nourri de « bonnes pratiques » électorales et gestionnaires

- sur la cause des femmes

- sur la décolonisation de la province...

Peu à peu se définissent des « territoires PSU » comme dans les Côtes du Nord ou dans la ville de Grenoble, où ce qu'on a pu appeler « laboratoire d'idées » a sa place sur l'échiquier politique français.

Mai 68 ne vient pas comme un éclair dans le ciel bleu, le PSU a une « longueur d'avance » sur d'autres formations politiques, en particulier dans sa participation à la jonction étudiants-ouvriers, perçue de façon très critique par le PCF et dont la SFIO est quasi absente. Dès ce moment, le lien très fort entre l'UNEF et le PSU ne se démentira plus.

En France le départ de P. Mendès-France du PSU, la défaite électorale, le rapprochement ouvriers-paysans (l'implantation du PSU en entreprise et la nouvelle gauche paysanne avec Bernard Lambert), le syndicalisme de l'habitat, le non au référendum et, au plan international, le lien renoué avec l'Algérie et l'échec du printemps de Prague marquent durablement l'après-mai 68.

La présence de plus en plus affirmée de Michel Rocard signifie la volonté d'enrayer l'émiettement du parti et la minimisation de la composante révolutionnaire (très présente et inspirée de l'Unité Populaire du Chili). Le PSU d'alors pense pouvoir considérer le congrès fondateur du Parti Socialiste comme un « non événement ».

De nouveaux champs d'application s'imposent : la notion d'autogestion qui deviendra une conviction essentielle du PSU, l'écologie, la régionalisation, la restructuration de la gauche française, le droit des immigrés, le droit à l'avortement. Une partie de ces options est à l'œuvre dans la lutte emblématique des ouvriers de Lip qui gagnera d'autres entreprises ailleurs. C'est une période assez exaltante qui ouvre peu après

(en 1974) sur la rupture lors des « Assises du socialisme » (« On parlera désormais non du Parti Socialiste mais du Parti des socialistes », avait dit à la tribune F. Mitterrand). Un tiers du parti rejoint le PS, à la suite de Michel Rocard. Le PSU « maintenu » réaffirme sa présence nationale et internationale au congrès d'Amiens, participe activement à la naissance des comités de chômeurs, du syndicalisme à l'armée et à la lutte contre le nucléaire.

Dans la deuxième moitié des années 70 les États Généraux de l'autogestion « Vivre, produire et travailler autrement » et le congrès de Strasbourg affinent les définitions et sont plutôt bien perçus par les forces militantes et par la presse. Cela n'empêche pas un échec aux élections et, de ce fait, des interrogations sur les raisons d'être du PSU. On est loin des 4 députés, des centaines d'élus municipaux et des milliers de syndicalistes encartés après mai 68 ! Quelques embellies viennent toutefois redonner espoir : l'internationalisme socialiste par des relations suivies avec des « partis frères », un choix euroméditerranéen, la belle aventure de la « révolution des œillets » au Portugal, le soutien aux travailleurs immigrés et le vote de la loi Veil. Mais une fois de plus, l'impossibilité d'envisager une candidature de 2<sup>e</sup> tour aux élections présidentielles aboutit à un soutien critique au gouvernement issu de la victoire de F. Mitterrand en 1981. Le PSU retrouve aussi le chemin des assemblées élues, et Huguette Bouchardeau devient secrétaire d'Etat à l'environnement.

Une action résolue contre les euro-missiles, la marche pour l'égalité des droits, l'affirmation du droit de vote des immigrés aux élections locales, le soutien à la candidature de P. Juquin (1988), mais aussi les résultats très décevants aux élections européennes marquent les dernières d'années de ce parti désormais quasi invisible, dont les derniers responsables décident – courageusement, tristement et réalistement – de mettre fin à cette aventure.

L'héritage politique, les nombreuses passerelles entre le PSU et d'autres organisations, des réponses (même datés et sans doute incomplètes) à des questions toujours d'actualité, parfois soulevées en avance sur leur temps et le « réinvestissement » des anciens militants PSU dans d'autres organisations montrent bien que le PSU reste une source et une res-

source possibles. Ce n'est pas inutile par les temps qui courent !

Pierre Boulay

Paul Boulland nous écrit à propos de la parution de *Voyage en terres d'espoir* par Edwy Plenel

En hommage au Maitron, Edwy Plenel a consacré un ouvrage aux femmes et aux hommes inconnus sauvés de l'oubli par le dictionnaire, pour mieux célébrer « la victoire de ces vaincus de l'histoire », auprès desquels il propose au lecteur de se ressourcer pour un engagement au présent. Découvrez un avant-goût du livre en voyageant dans une carte interactive permettant de naviguer dans les lieux et les itinéraires qui peuplent ces pages. Quatrième de couverture : « Ce voyage est une invitation à se promener sur le continent des obscurs. À partir à la recherche de celles et ceux dont le souvenir est effacé par les puissants et les dominants, qui réquisitionnent l'Histoire à leur profit. Bref, à lire... »

### À signaler

Dans les textes du colloque international, organisé en avril 2014 par l'université de Rennes 2 et la Fondation de la Résistance, publiés sous la direction de Jacqueline Sainclivier, Jean-Marie Guillon et Pierre Laborie, *Images des comportements sous l'occupation. Mémoires, transmissions, idées reçues*, Presses universitaires de Rennes, 2016. On y trouvera le texte d'une brève intervention de Léon Strauss effectuée lors de la table ronde consacrées aux mémoires régionales : « Les mémoires de l'Annexion de fait (1940-1945) des Alsaciens et des Mosellans », p.133-136.

Ce 23 novembre, le tome 12 du Maitron, dictionnaire biographique, mouvement ouvrier, mouvement social (1940-mai 1968) sort en librairie. Avec ce volume (Tc-Z) s'achève la cinquième période d'un dictionnaire, unique au monde, dont les bornes chronologiques s'étendent désormais de 1789 à 1968 et qui compte plus de 164 000 notices.

Cette œuvre n'est de loin pas achevée. D'une part, le site numérique <www.maitron-en-ligne> continue constamment à la mise à jour des notices déjà publiées et à la publication des biographies ignorées jusqu'à présent. D'autre part, le travail va continuer, selon des modalités à définir dans les mois à venir, dans les années à venir pour mai 68 et les périodes suivantes.

Léon Strauss abandonne la charge de la coordination régionale des notices pour l'Alsace qu'il assumait depuis les années 70. Le travail sera désormais assuré par notre ami Michel Roth et c'est à lui qu'il faut maintenant adresser les textes des notices nouvelles ou révisées [roth-messe@numericable.fr] pour les périodes postérieures à novembre 1918. Il assume également de compléter et de mettre à jour pour nos deux départements le *Dictionnaire des Fusillés et Exécutés (1940-1945)* qui relève également de l'univers Maitron.

Léon Strauss [strauss.leon@orange.fr] essaiera cependant, en association avec Jean-Pierre Hirsch [jp\_hirsch@aliceadsl.fr] de mettre en route une mise à jour les biographies du XIX<sup>e</sup> siècle et de la période du Reichsland.

Les notices alsaciennes des deux derniers volumes du *Maitron*, *Dictionnaire biographique Mouvement ouvrier. Mouvement social de 1940 à mai 1968* (Les Éditions de l'Atelier, Paris).

Les noms qui figurent en italique sont ceux du dictionnaire papier. Les autres noms sont disponibles sur le site Maitron-en-ligne.

### **Tome 11, Ro-Ta, 2015**

#### **Bas-Rhin**

*ROESLIN* *Imgard* (1916–2007), secrétaire, PC (Françoise Olivier-Utard)

*ROESSLIN* *Alfred* (1916–1978), ouvrier ferblantier, journaliste, PC (Françoise Olivier-Utard)

*RONTCHEVSKY* *Rémy* (1909–1996), professeur, SNES, Union progressiste (Françoise Olivier-Utard)

*ROSENBLATT* *Marcel* (1908–1973), mécanicien, journaliste, CGTU, PC, député (Léon Strauss)

*ROSSDEUTSCH* *Émile* (–1976), cheminot, FO (Louis Botella)

*ROSSDEUTSCH* *Georges* (fils), cheminot, FO (Louis Botella)

*ROSSDEUTSCH* *Georges* (père), cheminot, (1887–1958), SPD, SFIO, maire de Bischheim (Léon Strauss)

*ROTH* *Émile* (1923–1994), cheminot, CGT, PC (Françoise Olivier-Utard)

*ROTHÉ* *Edmond* (1873–1942), universitaire, LDH, Ligue de l'Enseignement, CVIA, président départemental du Front populaire (Léon Strauss)

*ROTHENBÜHLER* *Louis* (1931–), cheminot, CFDT (Michel Gorand)

*ROYER* *Jean-Claude*, FO

*RUNTZ* *Paul* (1906–1973), cheminot, CFTC, (Jean-Pierre Kintz, Fernand Brem, Léon Strauss)

*RÖTTCHER* *Fritz* (1879–1946), journaliste, SPD, SFIO (Léon Strauss)

*SADRON* *Charles* (1902–1993), universitaire, résistant déporté, Mouvement de la Paix, Ligue de l'Enseignement, Union progressiste, Union rationaliste (Françoise Olivier-Utard, Léon Strauss)

*SALOMON* *Charles* (1926–2008), ajusteur, PC, CGT (Françoise Olivier-Utard)

*SALOMON* *Florent* (1911–2011), cheminot, CFTC, CFDT, (Fernand Brem)

*SALOMON* *Suzanne* (1926–), brodeuse, UFF, PC (Françoise Olivier-

Utard)

*SAVARIAT* *Marcel* (1893–1962), professeur, FGE, FEN (Jacques Girault)

*SCHAEFFER* *Émile* (1891–), cheminot, CGTU, CGT, PC (Léon Strauss)

*SCHAULI* *Guillaume* (1894–1979), agriculteur et cheminot, PC, résistant (Françoise Olivier-Utard)

*SCHEIDECKER* *Marcel* (1904–1991), instituteur, SNI, FEN, SFIO, LFE, LDH, Libre Pensée (Jacques Girault, Léon Strauss)

*SCHEUCH* *Jean-Baptiste*, FO

*SCHICHELÉ* *René*, CGT

*SCHIEDÉ* *Frédéric* (1909–1972), médecin, PC (Françoise Olivier-Utard).

*SCHILLING* *Alphonse* (1908–1994), cheminot, CFTC (Michel Gorand)

*SCHMITT* *Albert* (1900–1978), cheminot, CFTC, député MRP, (Léon Strauss)

*SCHMITT* *Élisabeth* (1929–), professeur, PC, UFF (Françoise Olivier-Utard)

*SCHMITT* *Joseph* (1927–), cheminot, CFTC (Fernand Brem)

*SCHNEIDER* *François* (1921–2012), ouvrier métallurgiste, CGT, PC (Françoise Olivier-Utard)

*SCHNEIDER* *Joseph*, FO

*SCHOTT* *Alois* (1890–1968), ébéniste, CFTC (Fernand Brem, Léon Strauss)

*SCHOTT* *Alphonse*, FO

*SCHOTT* *Philippe* (1888–1964), SPD, PC, ARAC, CGT (Léon Strauss)

*SCHWEYER* *Marc* (1934–2012), universitaire, UNEF, SGEN-CFDT, radical mendésiste, Amnesty international, (Pierre Boulay, Léon Strauss).

*SCHWOEBEL* *René* (1921–1998), serrurier, PC (Françoise Olivier-Utard)

*SIEGLER* *Thiébaud* (1923–2013), instituteur, SNI, FEN, (Jacques Girault, Léon Strauss, Jacques Unge-  
rer)

*SISS* *Alice* (1914–2007), secrétaire, CGT, PC, UFF, (Françoise Olivier-Utard)

*SISS* *Alphonse* (1915–1988), électricien, permanent, CGT, PC, UNIAT, (Françoise Olivier-Utard)

*SIFFERT* *Xavier* (1901–1964), employé, CGTU, CGT, PC (Françoise Olivier-Utard)

*SILBERREIS* *Albert*, cheminot, FO (Louis Botella)

*SIMBSLER* *Albert* (1895–1954), cheminot, CGT (Léon Strauss)



SOMMER Henri (1896–1990), ébéniste, CGTU, CGT, SPD, SFIO, PC, interné politique, (Françoise Olivier-Utard)  
SONZOGNI Lily (1932–), couturière, UFF, PC (Françoise Olivier-Utard)  
SPIELMANN François, maçon, (PC, CGT) (Françoise Olivier-Utard)  
STAHL Jean-Paul, FO  
STECK Léon (1896–1953), forgeron, PC, interné politique, (Françoise Olivier-Utard)  
STEFF Charlotte (1929–2015), employée, travailleuse familiale, JOCF, ACO, APF (Monique Mombert)  
STENGEL Alfred (1911–2004), instituteur, SGEN (Madeleine Singer)  
STOLL René (1920–2004), cheminot, CGT (Françoise Olivier-Utard)  
STREBLER Jean-Claude, relieur, CGT FFTL, FILPAC (Isabelle Antonietti)  
STREBLER Lucien, cheminot, FGAAC  
STRELBICKI Roger, (1925–), fonctionnaire, PC, Secours populaire, Mouvement de la Paix, CGT, (Françoise Olivier-Utard)  
SUSS Georges (1920–2009), cheminot, CFTC (Fernand Brem)  
TABOURET René, (1925–), ingénieur, PC, (Françoise Olivier-Utard)  
TAVOILLOT Eugène (1888–1971), professeur, chef d'établissement, SNEPS, SNCM, MGEN (Alain Dalançon)

### Haut-Rhin

ROTHENFLUE Eugène (1905–?), mineur, interné politique, PC(?) (Léon Strauss)  
RUEFF Yvan (1905–?), ouvrier, PC, CGT, résistant (Léon Strauss)  
SCHERRER, cheminot, CGT  
SCHERRER Joseph, FO (Louis Botella)  
SCHILLIG Paul, FO  
SCHILLINGER Eugène (1893–?), professeur, résistant, MGEN (Jacques Girault)  
SCHIRM Aloyse (1900–1971), aide soignant, PC, résistant, déporté (Léon Strauss)  
SCHMITT, FO  
SCHMITT Alphonse (1912–), cheminot, CFDT  
SCHMITT Pierre (1934–), cheminot, CFDT (Fernand Brem)  
SCHMITT Pierre (1922–1991), cheminot, interné politique, PC, CGT, FNDIRP (Marie-Louise Goergen)  
SCHNEIDER Ephrem (1939–), PC  
SCHNEIDER Oté (1917–2005), secrétaire, ménagère, PC, UFF (Chris-

tine Frantz, Sylvain Schirmann, Françoise Olivier-Utard)  
SCHROEDEL Bernard, (1938–), instituteur, SNI, PC (Jacques Girault)  
SCHWARTZ Édouard (1900–1943), cheminot, PC, résistant, guillotiné (Léon Strauss)  
SCHWARTZENBERG Joseph (1919–1985), cheminot, PC, CGT, résistant, emprisonné (Léon Tinelli)  
SCHWOB Jean-Jacques (1920–1996), professeur, proviseur, FEN, SNET (René Lehmann, Léon Strauss)  
SENGER Jules (1902–1988), instituteur, SNI, FEN, LFE (Jacques Girault, Léon Strauss)  
SIEGLER Joseph (1917–1972), cheminot, résistant, déporté, PC (Françoise Olivier-Utard)  
SPOERRY François (1912–1999), architecte, résistant, déporté, SFIO (Léon Strauss)  
STAEDELIN François (1928–1991), fonctionnaire des PTT, CFTC, CFDT, CMS, CES (François Igersheim, Léon Strauss)  
STAHL Ernest (1897–1963), cheminot, CGT, PC, interné politique (Françoise Olivier-Utard)  
STEIBLÉ Jean-Paul, PC, la notice a disparu du maitron-en-ligne.  
STEINBACH René (1910–1966), tailleur, PC, Brigades internationales (Léon Strauss)  
STEINMETZ Eugène (1894–1979), mécanicien, PC (Pierre Schill)  
STOESSEL Marcel (1904–1943), grutier, PC, résistant, guillotiné (Léon Strauss)  
STOLTZ Raymond (1933–2004), cheminot, JOC, CFTC, CFDT (Fernand Brem).  
STUDER Charles (1899–1972), professeur, SNEPS (Alain Dalançon)  
STUDLER Armand, FO  
STUMBÉ Gérard, la notice a disparu du maitron-en-ligne.  
SVEC Paul, mineur, PC, CGT (Léon Tinelli)

### Tome 12, Tc-Z, novembre 2016 Bas-Rhin

TERRISSE Alphonse, instituteur, SNI (Léon Strauss)  
THOMANN Ernest, cheminot, CGT (Françoise Olivier-Utard)  
TOUSCH Antoinette (1939–), puéricultrice, JOC, CFDT (Jean-Marice Conraud)  
TREGER Frédéric (1914–2014), instituteur, SNI, CLAJ, SFIO, PSU, LDH, LFE, FCPE (Pierre Boulay, Léon Strauss)  
UNGERER Jacques (1927–), pro-

fesseur, SNES, FEN, SE-UNSA, (Léon Strauss)  
VEIT Jean (1887–1976), cultivateur, SFIO (Léon Strauss)  
WALTER Robert (1911–1976), journaliste, PC  
WASSMER Aloyse (1922–1973), permanent syndical, MRP, CFTC, CFDT (Michel Roth)  
WEBER Joseph (1934–), comptable, permanent JOC, puis APF, CFTC, CFDT (Monique Mombert).  
WEBER Lucien (1904–1990), fonctionnaire des PTT, CGT, FO, SFIO, résistant, déporté (Louis Botella, Léon Strauss)  
WENCKER Edmond (1907–1979), jardinier, PC (Françoise Olivier-Utard)  
WENCKER Marcel (1911–1996), électricien, employé, CGT, PC (Françoise Olivier-Utard)  
WENGER René (1922–2011), cheminot, MRP, CDS, CFTC, CFDT (Michel Gorand)  
WERLER Étienne (1916–1998), ouvrier, journaliste, PC (Françoise Olivier-Utard)  
WERLING Charles (1923–1999), ouvrier métallurgiste SNCF, permanent syndical, CGT, PC (Françoise Olivier-Utard)  
WERNER Roger, cheminot, CFTC (Fernand Brem)  
WILLIG, cadre cheminot, syndicaliste autonome  
WINTERHALTER Édouard (1924–), instituteur, résistant, PC (Françoise Olivier-Utard)  
WINTZ Joseph, cheminot, CGT  
WIRRMANN Bruno (1916–2005), fonctionnaire municipal, CFTC, CFDT  
WODLI Georges (1900–1943), cheminot, CGTU, PC, résistant, mort des suites de torture (Georges Ribell, Léon Strauss)  
WOEHL Georges (1900–1998), postier, SFIO (Léon Strauss)  
WOLFF Michel (1899–1951), employé cheminot, CFTC (Fernand Brem)  
WOLFRAM Jules, cheminot, association catholique  
WUNSCHER Jeanne (1924–), travailleuse familiale, JOCF, MLO, APF (Monique Mombert)  
ZEDER Lucien (1902–1951), CFTC, UPR, MRP (Jean-Pierre Kintz)  
ZELLER Alphonse (1894–1951), relieur, SFIO, CGT (Léon Strauss)  
ZIMMER Alfred (1891–1964), linotypiste, CGT (Patrick Auzende)  
ZIPFEL Rose (1906–1991), sténodactylo, UFF, PC (Françoise Olivier-Utard)

**Haut-Rhin**

**TINELLI Jacqueline** (1926–), modiste, PC, UFF (Françoise Olivier-Utard)

**TINELLI Léon** (1925–2004), mineur, permanent syndical, CGT, PC, IHS CGT, collaborateur du Maitron (Christine Frantz, Sylvain Schirmann)

**TRESCH René** (1927–), cheminot, JOC, CFTC, CFDT (Fernand Brem)  
**TSCHUDY Alphonse** (1935–), mineur, CGT, PC (Françoise Olivier-Utard)

**UHMANN François** (1929–), cheminot, CGT, PC (Christine Frantz, Sylvain Schirmann)

**UHMANN Marcel** (1927–), cheminot, CGT, PC (Christine Frantz, Sylvain Schirmann)

**ULRICH Henri** (1912–1978), mineur, CFTC, MRP, député du Haut-Rhin, interné politique, déporté (Michel Roth, Léon Strauss)

**UMBRECHT André** (1923–1993), employé, CGT, PC, ARAC (Léon Tinelli, Françoise Olivier-Utard)

**VOEGTLIN Paul**, employé, SFIO, CGT, adjoint au maire de Mulhouse (Léon Strauss)

**WAGNER Robert** (1928–1997), ouvrier métallurgiste, CGT, PC (Françoise Olivier-Utard)

**WALTER Cyrille**

**WATERKOTTE Édouard** (1888–1975), employé, SFIO, CGT, FO, conseiller général (Léon Strauss)

**WEBER Christiane**

**WEBER Henri** (1930–2014), ajusteur, CFTC, CFDT (Michel Roth)

**WENDLING Charles** (1926–1996), avocat, FCPE, CIR, PS, député européen (Léon Strauss)

**WILLEM Alfred** (1906–1958), plâtrier, CGTU, CGT, PC, conseiller général (Françoise Olivier-Utard)

**WINTERHALTER Georges**

(1923–), ouvrier métallurgiste, instituteur, principal de collège, CGT, SNI, PC (Jacques Girault, Françoise Olivier-Utard)

**WINTZNER Léon**, ouvrier textile, FO

**WOLFERSBERGER Henri**, introuvable dans maitron-en-ligne

**ZAM René**, FO (Louis Botella)

**ZEDER Suzanne** (1929–), couturière, JOCF (Éric Belouet)

**ZELLER Robert** (1897–1953), employé, SFIO, maire de Sainte-Marie-aux-Mines (Léon Strauss)

**ZEMB Joseph** (1904–1983), dessinateur, CGT (René Gaudy)

**ADAM Alphonse**

Né le 9 décembre 1918 à Schiltigheim (Bas-Rhin), fusillé au fort Desaix à Strasbourg (Bas-Rhin) le 15 juillet 1943; étudiant à Strasbourg; fondateur et chef du Front de la jeunesse alsacienne.

Fils de Balthazar Aloyse Adam, inspecteur de banque, et de Micheline Antoinette Rumbach, Alphonse Adam fit ses études secondaires au collège épiscopal Saint-Étienne de Strasbourg. Après avoir obtenu le baccalauréat, il fut instituteur à Neubois (Bas-Rhin) en 1937, puis rédacteur auxiliaire à la préfecture du Bas-Rhin en 1938-1939. Après l'évacuation de Strasbourg en septembre 1939, il occupa un poste d'instituteur à Rosenwiller (Bas-Rhin) avant de rejoindre Périgueux (Dordogne) où l'inspection académique du Bas-Rhin repliée lui procura un poste de maître auxiliaire d'allemand à Lons-le-Saunier (Jura). Pour ne pas se couper de sa famille revenue à Schiltigheim, il rentra en Alsace annexée en décembre 1940. Il suivit d'abord les cours de la *Lehrerschule*, l'école normale d'instituteurs du pays de Bade à Karlsruhe, mais, patriote français et catholique fervent, il ne voulait pas entrer dans la fonction publique du Reich nazi. Il profita donc de l'ouverture de la nouvelle université allemande de Strasbourg en novembre 1941 pour y entreprendre des études de lettres classiques. Auparavant, il avait déjà participé à un réseau de passeurs de prisonniers de guerre évadés, ainsi qu'à la diffusion des tracts de Camille Schneider. En juin 1941, il décida avec son ami Robert Kieffer et quelques camarades étudiants de fonder un mouvement de résistance, auquel ils donnèrent le nom de Front de la jeunesse alsacienne. Il obtint le soutien de l'abbé Léon Neppel, curé doyen de Schiltigheim, au presbytère duquel les dirigeants se réunissaient tous les vendredis soir. Une de ses sœurs, Micheline Adam, employée à la section de la police administrative de l'administration civile d'Alsace, y copiait les documents secrets dont elle pouvait avoir connaissance. Elle avait aussi acquis un cachet officiel, ce qui permettait la fabrication de faux papiers. Au printemps 1942, un rassemblement clandestin des membres du groupe se tint au Mont Saint-Odile. En juillet 1942, Adam décida d'étendre son organisation en dehors du milieu universitaire, aux

jeunes déjà entrés dans la vie active, ce qui permit de commettre des actions de sabotage dans les industries de guerre, tout en continuant l'aide à l'évasion des prisonniers de guerre, dont le rayon d'action s'étendit jusqu'à Munich (Allemagne). Après la publication de l'ordonnance du 25 août 1942 soumettant les Alsaciens au service militaire obligatoire dans l'armée allemande, dès le 30 août, le Front de la jeunesse alsacienne distribua dans les boîtes aux lettres du Grand-Strasbourg plusieurs milliers d'exemplaires d'un tract invitant les jeunes à s'opposer par tous les moyens à cette incorporation de force. Cette action, unique en Alsace, aurait mis le Gauleiter Wagner dans une rage folle. Informé de ce résultat par sa sœur, Adam devint encore plus téméraire: en septembre, il fit imprimer un manifeste appelant la jeunesse alsacienne à la lutte contre le nazisme. À la mi-décembre, un membre du groupe, Pierre Tschaen, fut arrêté par la Gestapo, puis relâché quelques jours plus tard: il avait probablement parlé. Un mois plus tard, la menace se précisa et les chefs de l'organisation recommandèrent aux militants de passer en Suisse ou en France non annexée. Adam, Kieffer et Schneider furent arrêtés par la Gestapo à leur descente du train à Waldshut (Bade) à la frontière suisse. Incarcéré et torturé à Strasbourg et au camp de Schirmeck, puis transféré à la prison de Bühl (Bade), il fut jugé, avec vingt-neuf de ses camarades, à partir du 6 juillet 1943 par le *Volksgerichtshof de Berlin* siégeant à Strasbourg sous la présidence du «juge sanglant» Roland Freisler. Sa citation souligne sa «tenue admirable pendant toute l'instruction et le jugement». Il fut condamné à mort le 8 juillet 1943, ainsi que cinq autres membres de l'organisation. Alors que les condamnés à mort du procès Welschinger ne furent pas exécutés, le Gauleiter Wagner obtint de Berlin que la peine soit appliquée immédiatement en représailles aux manifestations patriotiques qui avaient eu lieu à Strasbourg le 14 juillet (drapeau tricolore hissé sur la cathédrale, distribution gratuite de vin rouge dans des cafés). Adam a été fusillé avec eux le 15 juillet 1943 à 5 heures du matin au stand de tir du fort Desaix à l'île aux Épis, à proximité du pont du Rhin. Il fut le seul des six à refuser de se voir bander les yeux. Les corps furent incinérés au crématoire de la Robertsau et les cendres furent

jetées dans le canal de la Marne au Rhin tout proche.

Henri Frenay, ministre aux Prisonniers, Déportés et Réfugiés, lui remit le 10 juillet 1945 à Strasbourg la Médaille de la Résistance à titre posthume. Peu après, on lui décerna également la Légion d'honneur et la Croix de guerre avec palme. Le 15 juillet 1945, l'Alsace libérée ouvrit une souscription pour l'érection d'une plaque commémorative au stand Desaix. Le même jour, un office religieux à la mémoire des six fusillés fut célébré à l'église protestante Saint-Guillaume, puis une cérémonie se déroula sur les lieux de l'exécution en présence du commissaire de la République, du préfet et du maire. Une stèle, à proximité du pont de l'Europe, rappelle le souvenir des six fusillés (square des Fusillés du 15 juillet 1943).

Léon Strauss

### TREGER Frédéric

Né le 31 décembre 1914 à Oberseebach (aujourd'hui Seebach), Basse-Alsace annexée, mort le 30 décembre 2014 à Strasbourg (Bas-Rhin); instituteur dans le Bas-Rhin; militant du SNI, du CLAJ, du Parti socialiste SFIO, du PSU, de la Ligue de l'Enseignement, de la FCPE.

Frédéric Treger était le fils de Martin Treger et de son épouse Marguerite Woehl, tous deux issus de familles paysannes protestantes réformées d'Alsace du Nord. Ils ouvrirent un commerce d'épicerie et de mercerie au centre d'Oberseebach, mais le père devint installateur en électricité. Frédéric fréquenta l'école communale protestante mixte de son village puis l'école primaire supérieure à Strasbourg. À l'école normale d'instituteurs (protestante selon le statut scolaire d'Alsace et de Lorraine) de Strasbourg qu'il fréquenta de 1929 à 1934, il fut fortement marqué par l'enseignement et les engagements socialiste et laïque de l'un de ses professeurs, Marcel-Edmond Naegelen\*. Après avoir réussi le CAP, il fut envoyé, comme ce fut le cas souvent des élèves-maîtres alsaciens dialectophones à cette époque, en stage dans des écoles de « l'intérieur » à Mâcon (Saône-et-Loire), puis à Thonon-les-Bains (Haute-Savoie). Il fit son service militaire de 1935 à 1937, puis revint dans le Bas-Rhin où il fut nommé à l'école primaire protes-

tante de Hoenheim dans la banlieue de Strasbourg. Il adhéra alors au SNI et au CLAJ. Mobilisé en 1939, il fut fait prisonnier en juin 1940, mais fut libéré en tant qu'Alsacien en juillet. Pour être intégré dans l'enseignement dans l'Alsace annexée de fait, germanisée et nazifiée, il dut accepter de partir en *Umschulung* (rééducation) à Karlsruhe (Bade) d'octobre à décembre 1940. À l'issue de cette période d'endoctrinement, il fut affecté « provisoirement », comme la majorité de ses collègues alsaciens dans un village badois, Zoznegg (aujourd'hui Mühligen) près de Constance. Incorporé de force dans la Wehrmacht en juin 1943, il arriva sur le front russe le 26 décembre 1943. Le lendemain, avec trois autres Alsaciens-Lorrains, il réussit à s'évader. Fait prisonnier par l'armée rouge, il fut interné dans divers camps de prisonniers dont, à partir du 25 mai 1944 celui de Tambov, où les Soviétiques concentrèrent la plupart des « Malgré-nous ». Il eut la chance de faire partie du « groupe des 1500 » libérés le 7 juillet 1944 à la suite d'un accord conclu à Moscou entre le gouvernement soviétique et les représentants du CFLN. Conduits par les Russes en train à Téhéran (Iran), ils y furent pris en charge par les Britanniques et via Haïfa (Palestine) et Tarente (Italie), parvinrent à Alger le 29 août 1944. Il fut à nouveau mobilisé dans l'armée française. Son unité fut affectée dans le Constantinois, mais ne participa pas directement à la répression de l'insurrection algérienne du 8 mai 1945. Rapatrié en métropole, il fut démobilisé à Strasbourg le 25 août 1945.

Il enseigna à nouveau à Hoenheim (1945-1946), puis à l'école protestante de Wissembourg (1946-1957). Chargé des œuvres scolaires à Wissembourg de 1957 à 1960, il fut muté à l'école Louvois à Strasbourg en 1960. Militant du SNI, il était un adepte fervent de la méthode Freinet. Il fut secrétaire de la section locale du parti socialiste SFIO de 1947 à 1957, membre suppléant du comité fédéral (au moins en 1950 et 1951) et candidat de son parti aux cantonales de 1948. En 1960, il participa à la création de la fédération PSU du Bas-Rhin. Il avait repris ses activités ajistes au CLAJ jusqu'en 1952. Il fut également secrétaire de la section de Wissembourg de la Ligue des Droits de l'Homme (1950-1960), puis plus tard trésorier de la section de Strasbourg de 1980 à 2000. Militant de la

Ligue française de l'Enseignement, il fut détaché de l'Éducation nationale comme permanent de la Fédération des Œuvres laïques du Bas-Rhin à Strasbourg de 1961 à son départ à la retraite en 1970. Il participa aux travaux de deux loges du Grand Orient de 1980 à 2000. Il fut aussi membre du CA du Comité Alexis Danan (protection de l'enfance) et président de la Fédération départementale de la FCPE.

Frédéric Treger a épousé en 1952 Hélène-Marie Wilfersheim, étudiante en médecine, ultérieurement médecin du travail. Une fille.

Sources : Notice autobiographique – Frédéric Treger : « Six années de guerre par trois continents », document multigraphié – Entretiens avec Mme Treger et sa fille Michèle, ainsi qu'avec Jean-Michel Nest, ancien permanent de la FOL – Gerbes de Souvenir, Club MGEN du Bas-Rhin, s.d., *Dernières Nouvelles d'Alsace*, 30 octobre 1996, 28 mai 2006, 13 avril 2010, 31 décembre 2014 – *L'Ami Hebdo*, Strasbourg, 13 février 2014.

Pierre Boulay, Léon Strauss

**Présidente**

Françoise Olivier-Utard  
18, rue de l'Observatoire  
67000 Strasbourg  
03 88 61 81 03  
folivier@unistra.fr

**Secrétaire**

Sylvain Cothias  
31, rue du Cerf  
67200 Strasbourg  
06 52 92 94 00

**Trésorier**

Jean-Pierre Hirsch  
23, rue de Scherlenheim  
67270 Hochfelden  
03 88 91 76 40  
jp\_hirsch@aliceads.fr

**Gérante de la publication**

Françoise Olivier-Utard

**Maquette et mise en page**

Pierre Roesch, Strasbourg  
pierreroesch@free.fr

**Site Maitron**

www.maitron.org

**Appel à communications****JOURNÉE D'ÉTUDES ALMEMOS 2017****L'Alsace et la Révolution russe**

La prochaine journée d'étude Almemos qui se tiendra à l'automne 2017 sera consacrée à l'Alsace face à la Révolution russe de 1917.

Sur une période allant de 1917 à 1927, nous reviendrons sur le regard porté par le mouvement ouvrier alsacien sur les deux révolutions de 1917, la guerre civile et les premières années de l'Union soviétique à travers les positions des organisations politiques et syndicales qu'elles soient favorables, critiques ou hostiles sur cet événement majeur, avec un rappel des répercussions de la Révolution russe sur l'organisation du mouvement ouvrier en Alsace.

D'autres thématiques pourront aborder (sous réserve) le ressenti des soldats alsaciens sur les deux premières années de la Révolution et la place accordée par la littérature alsacienne ou allemande à cet événement.

Nous appelons les membres de l'association et nos amis à nous faire des propositions de communications pour cette journée et les en remercions vivement par avance.

.....  
Le Cercle culturel alsacien nous donne la parole pour une conférence publique

**Les Alsaciens à l'honneur dans le dictionnaire biographique du mouvement social**

**Samedi 11 mars 2017, 14 h 30 – 17 h**

**Centre culturel alsacien**

5, boulevard de la Victoire (en face des Bains municipaux)  
Strasbourg

**Bulletin d'adhésion**

à renvoyer à Almémos, 18 rue de l'Observatoire, 67000 Strasbourg

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Téléphone .....

Courriel .....

demande à adhérer à l'association Alsace Mémoire du Mouvement Social.

Le montant de la cotisation annuelle individuelle est de 20 euros – 40 euros pour les personnes morales.

Date

Signature

---